

# COMPTE RENDU C.T.P.L. DU 23 JUIN 2009

## LE RETOUR DE BÂTON

Le comité technique paritaire local (CTPL) s'est réuni le 23 juin, avec pour point central à l'ordre du jour, la mise en œuvre de **l'accueil fiscal de proximité**.

On vous l'avait annoncé au début de la réforme sur la DGFIP, c'est la politique des petits pas qui est choisie par l'administration pour arriver à ses fins. D'abord, l'annonce sur la création des services des impôts aux particuliers (SIP), puis celle du guichet fiscale unifié (GFU), et maintenant l'arrivée de l'accueil fiscal de proximité (AFP).

Le but à peine caché est de ne pas provoquer de mouvement social, en présentant individuellement des éléments qui, mis bout à bout, révèlent un recul phénoménal en termes de conditions de travail pour les agents des deux filières.

On voudrait détruire le réseau du Trésor qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Regardons les choses en face :

1/ D'abord, on nous annonce les SIP et on fait tout un battage médiatique sur les simplifications illusoire que la réforme engendre,

2/ Ensuite, avec le GFU, Le principe est que les contribuables obtiennent des réponses à leurs demandes, qu'elles concernent l'assiette ou le recouvrement de l'impôt, quel que soit le service auquel ils s'adressent. C'est le message simple que vont retenir, et on ne les blâme pas, l'ensemble de nos concitoyens,

3/ Et maintenant arrive l'AFP (rien à voir avec les dépêches de l'agence France presse), la réalisation concrète sur le terrain de tous ces beaux principes. Alors bien sûr il y a un "kit fiscal de proximité" (c'est gratuit) qui vous explique ce que vous pouvez faire en matière d'accueil fiscal, la remise de dépliants, la délivrance de renseignements d'ordre général, la réception et la transmission des demandes avec GAIA

guichet. Allez expliquez ça aux usagers qui vont affluer, encore plus nombreux que d'habitude à vos guichets, afin d'obtenir des renseignements sur l'impôt sans avoir besoin de se déplacer à l'autre bout du canton, comme on le leur a promis à la télé et dans la presse !

Non, cette fois la coupe est pleine. N'acceptons pas cette réforme qui fait porter entièrement le poids de quelques belles promesses politiques sur les agents du Trésor et des Impôts.! Ceux qui nous gouvernent ne voient pas les réalités du terrain et le manque criant de moyens !

Le ministre et Parini ont-ils arrêté les suppression d'emplois pendant la mise en place de la réforme ?

Non, bien au contraire !

La destruction systématique du service public est toujours en marche et elle ne s'arrêtera que si nous nous mobilisons massivement.

Les journées d'action effectuées depuis le début de l'année ont inquiété le gouvernement, même s'il affirme crânement le contraire. Il faut poursuivre et intensifier notre action.

**C'est ensemble, et unis, que nous arracherons les moyens dont nous avons besoin pour effectuer notre mission, qui reste envers et contre tout, la défense d'un service public de qualité !**

### Les autres points à l'ordre du jour :

#### La suppression d'un emploi B.

0,5 B est supprimé au contrôle financier régional (CFR) à la Trésorerie Générale

0,5 B est supprimé à la Recette des Finances de Sarreguemines

Les termes ronflants de repyramidage, de plan de qualification ministériel sont systématiquement mentionnés lorsqu'il s'agit de supprimer de l'emploi. Ne nous y trompons pas : les implantations d'un receveur percepteur chargé de mission spéciale à la Trésorerie Générale au 1<sup>er</sup> juillet, et d'un inspecteur adjoint à Sarreguemines municipale au 1<sup>er</sup> septembre ne doivent pas masquer la fâcheuse habitude de l'administration de supprimer des emplois chaque fois qu'elle fait mine d'en créer. La CGT ne cautionne pas les tours de passe-passe et vote **contre** la désimplantation du B.

#### La modification des horaires d'ouverture de Sud Saulnois

Elle porte sur l'ouverture à partir de 8 heures au lieu de 8 heures 30 le matin. En contrepartie, le poste est fermé le vendredi après midi (il était déjà fermé le mercredi après midi). Compte tenu d'une demande effectuée par les agents, La CGT ne vote pas contre. Elle **s'abstient** cependant, pour dénoncer ce qui lui apparaît comme un recul en matière de service public. Réduire les horaires d'ouverture n'est pas la solution, il faut davantage de moyens humains dans les postes comptables !

### Le point que vous ne verrez pas à l'ordre du jour :

La gestion des horaires variables dans les SIP de Château Salins et de Sarrebourg était bien prévue au vote d'un CTP le 23 juin... mais aux services fiscaux ! Encore une aberration du système qu'on nous a concocté : tant qu'on n'est pas en DLU, les conditions de travail des agents du Trésor qui sont allés dans les SIP ne sont pas décidées en CTP Trésor mais en CTP Impôts.

Cette réforme n'a pas fini de nous réserver de mauvaises surprises.

*Le saviez vous ?*

*Le bâton est présent de bien des façons dans notre fameuse DGFIP. Souvent, il nous donne des coups, parfois, on s'attend à son retour... Aujourd'hui il prend une nouvelle forme. C'est le bâtonnage, comme ils disent.*

*En œnologie, le bâtonnage est l'action de remettre en suspension les lies (levures mortes et résidus de raisins) dans un vin. L'intérêt du bâtonnage est de donner plus de corps au vin et de favoriser le développement d'arômes complexes.*

*Chez nous, rien d'aussi savoureux, dommage. Le bâtonnage qu'on nous prépare consistera à compter les usagers qui se présenteront à l'accueil fiscal de proximité. Comme si compter le nombre d'usagers qui franchissent nos portes avait un jour contribué à créer de l'emploi dans notre administration. On peut toujours rêver...*

### Les questions diverses :

- L'administration nous informe de la suppression définitive des jours comptables pour 2010. Cette année, il y en a 2 (le 13 juillet, et le 2 novembre), sauf pour les agents au forfait. Et l'année prochaine, une journée d'autorisation d'absence sera accordée. Cherchez la logique...
- A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, le plafond d'écêtement des horaires variables passe à 12 heures mensuelles pour les agents autorisés à pointer.
- On nous annonce encore de nouvelles mesures d'utilisation du compte épargne temps, pour qu'il soit toujours plus facile de ne pas prendre ses congés.

A travers ces quelques points, on voit que lorsqu'il s'agit de nous faire travailler plus pour gagner la même chose (dans le meilleur des cas), l'administration fait preuve d'une créativité endiablée.

- Seules les personnes à mobilité réduite pourront bénéficier de l'octroi de tickets restaurants pendant la période de fermeture du restaurant administratif Curel (juillet). Les autres personnels devront se déplacer jusqu'aux restaurants de substitution (rue des clercs et foyer Mozart).
- La trésorerie de Grostenquin-Morhange devrait reprendre ses horaires d'ouverture habituels à compter du 1<sup>er</sup> septembre.
- Les travaux relatifs à la mise en place de SIP sont terminés à Hayange mais pas à Sarreguemines.
- La CGT revient sur l'usage du droit d'alerte exercé par les agents de Vigy. Pendant les travaux, les conditions de travail n'ont pas été prises en compte, les mesures nécessaires n'ont pas été anticipées par l'administration. Le directeur reconnaît que des nuisances ont été constatées. Dont acte !

# COMMENT PROVOQUER LA MORT DU TRESOR PUBLIC EN 5 LECONS ?

**LECON 1** Regardez sur une carte le réseau des Impôts et le réseau du Trésor.

Pour chaque CDI, il y a 3 ou 4 trésoreries. Nous voyons la force et la spécificité de notre réseau de proximité, qui assure une double mission de recouvrement et de gestion des collectivités locales. Le ministre et ses collaborateurs regardent la même carte. **Ils voient toutes les "économies" qu'ils vont faire en supprimant les trésoreries et en regroupant les missions sur les CDI, qu'il suffit de renommer en SIP.**

**LECON 2** Regardez ce qu'on a fait depuis le début de la réforme. On n'a d'abord parlé que des SIP et on a annoncé à grand renfort de tour de communication médiatique combien cette réforme allait replacer l'usager au centre des préoccupations. Sous entendu, si vous êtes contre la réforme, vous êtes contre les usagers. A toute vitesse les 1ers SIP ont été créés, il a suffi de **balayer d'un revers de la main les problèmes logistiques, de personnel, d'informatique...** que cette précipitation engendrait.

**LECON 3** Regardez maintenant ce qu'on demande avec l'AFP, le fameux "accueil fiscal de proximité". Le message simple qui va passer dans l'esprit des gens, c'est celui que partout où l'usager ira, de la plus petite trésorerie jusqu'au plus grand des SIP, il obtiendra réponse à toutes ses questions, qu'elles soient de nature fiscale ou de recouvrement. Face à cet argument, ceux qui nous dirigent répondent, "mais pas du tout, on ne va bien sûr pas demander le même niveau d'information partout, ce n'est pas possible...". Trop tard, le mal est fait. Tout le monde a entendu les messages simplistes véhiculées par la télévision, la radio, la presse. **L'usager qui se présentera demain à votre guichet entend que vous réalisiez toutes les belles promesses qu'on lui a faites.** Et après, que va-t-il se passer ?

**LECON 4** Il y aura des trésoreries où on va appliquer à la lettre les instructions de la direction, c'est à dire fournir un accueil qui ne renseigne pas en totalité l'usager, mais lui donne l'illusion qu'on va traiter ses problèmes. On lui indiquera qu'il pourra obtenir un accueil plus complet dans les SIP, avec des horaires d'ouverture plus larges. Au bout de quelques temps, **l'usager finira par désert sa trésorerie** car elle ne remplira plus la mission de service public à laquelle il était habitué. Le ministre et ses collaborateurs diront alors que cette trésorerie ne sert à rien et on la supprimera.

**LECON 5** Il y aura des trésoreries, les plus nombreuses, où on va essayer de satisfaire les belles promesses qui ont été faites par d'autres. Le réseau du Trésor a toujours été reconnu, à juste titre, de la qualité reconnue de son accueil. Les usagers vont venir toujours plus nombreux aux guichets, tout contents de pouvoir enfin obtenir un service public fiscal complet sans avoir besoin de traverser la moitié du département ou attendre des heures au téléphone. Ça marchera au début, mais tous les jours vont ressembler à une échéance d'impôt dans ces trésoreries, car l'offre de service crée la demande de service. Les files d'attente n'en finiront plus, et les agents ne sont pas non plus des machines. Même en mobilisant l'ensemble des agents des trésoreries pour faire du guichet (et qui fera le reste du travail ?), on ne tiendra pas éternellement à ce rythme. Le ministre et ses collaborateurs diront alors que **la dimension de la trésorerie ne convient pas, et elle sera transférée, donc supprimée, sur le SIP le plus proche.**

Il ne s'agit pas d'une fiction, mais de la réalité qu'on nous prépare. L'objectif de la réforme n'est pas d'améliorer la qualité du service public, mais de le détruire car il coûte trop cher pour ceux qui voient la France depuis le confort des ministères parisiens ! Comment peut-t-on faire plus avec de moins en moins de personnel ? Réponse : en supprimant des missions de service public.

**Vos représentants CGT en CTPL : Francis SCHMELTER et Jean-Eudes BOUR (titulaires),  
Nathalie CAFORA et Laurent DARNE (suppléants)**

Syndicat National du Trésor CGT – section MOSELLE  
Trésorerie Générale de la Moselle – Case CGT -  
1, rue François de Curel BP 41054 57036 METZ CEDEX 01  
E-mail : [cgt.057@cp.finances.gouv.fr](mailto:cgt.057@cp.finances.gouv.fr)  
Tél : 03 87 38 68 91 ou 06 32 07 38 34  
<http://www.tresor.cgt.fr/57/>